



FIDUCIAL

AUDIT

AGENCE DE RENNES

40, rue du Bignon

Forum de la Rocade

B.P. 91467

35514 CESSON SÉVIGNÉ CEDEX

Tél. 02 99 26 02 50

Fax 02 99 26 86 38

**FEDERATION REGIONALE
DU BATIMENT DE BRETAGNE
7 BOULEVARD SOLFERINO
35000 - RENNES**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE NATIONALE DE RÉVISION COMPTABLE

Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre - N° TVA FR 39 334 301 488
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Paris - Île-de-France et Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles
Siège social : Paris La Défense - 41, rue du Capitaine Guynemer - 92925 La Défense Cedex - Site : www.fiducial.fr

**Fédération Régionale
du Bâtiment de Bretagne**

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels 2024**

Mesdames, Messieurs,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération Régionale du Bâtiment de Bretagne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des appréciations

En application des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de la Fédération.

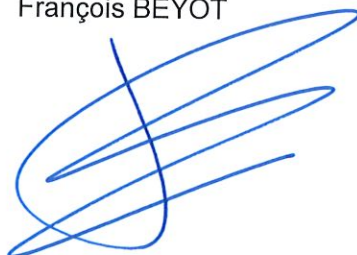
Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Cesson-Sévigné

Le 30 Avril 2025

**Le Commissaire aux Comptes
FIDAUDIT**

François BEYOT



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes :

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	359	359		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	20 000		20 000	20 000
Constructions	618 149	283 484	334 666	363 040
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	412 747	305 036	107 711	126 952
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	1 051 255	588 879	462 377	509 991
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT	II			
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 000		3 000	12 000
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	56 999		56 999	57 284
Valeurs mobilières de placement	859 471	14 081	845 391	936 219
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	347 938		347 938	136 851
Charges constatées d'avance	17 157		17 157	10 216
TOTAL III	1 284 565	14 081	1 270 484	1 152 569
Frais d'émission des emprunts				
IV				
Primes de remboursement des obligations				
V				
Ecart de conversion actif				
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 335 820	602 960	1 732 861	1 662 561

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	1 408 658	1 348 992
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	135 564	59 666
Situation nette	1 544 222	1 408 658
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	34 523	41 724
Provisions réglementées		
	TOTAL I	1 578 745
Comptes de liaison	II	1 450 383
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
	TOTAL III	
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
	TOTAL IV	
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	30 000	87 390
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 657	27 120
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	86 459	97 668
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
	TOTAL V	154 116
Ecarts de conversion passif	VI	212 178
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	1 732 861	1 662 561

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	15 000	12 000
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 319 433	1 329 177
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	36 393	27 067
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	999	
TOTAL I	1 371 824	1 368 246
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	705 903	761 831
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	38 088	40 069
Salaires et traitements	311 951	330 021
Charges sociales	155 112	158 888
Dotations aux amortissements et dépréciations	49 411	55 238
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	108	
TOTAL II	1 260 573	1 346 046
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	111 251	22 199
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	19 293	10 532
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	17 495	35 228
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	36 788	45 760
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	14 081	17 495
Intérêts et charges assimilées	319	869
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 891	
TOTAL IV	18 291	18 364
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	18 498	27 396
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	129 749	49 595

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	7 202	10 867
TOTAL V	7 202	10 867
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	7 202	10 867
Participations des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
VII		
VIII	1 387	797
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 415 814	1 424 873
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 280 251	1 365 207
EXCEDENT OU DEFICIT	135 564	59 666
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

Objet social

La Fédération Régionale du Bâtiment a pour objet, dans le cadre régional :

- d'entreprendre l'étude de toutes questions d'ordre général, notamment sur le plan économique ou technique, intéressant l'industrie du Bâtiment ;
- de procurer aux Fédérations Départementales la composant, ainsi qu'aux Fédérations nationales ou aux organismes s'occupant de l'expansion régionale, toutes études sur ces questions ;
- d'examiner toutes propositions ayant pour objet le développement et la défense de l'industrie du Bâtiment qui lui seraient soumises par ses adhérents ou par d'autres organismes professionnels ou administratifs, et d'en poursuivre la réalisation soit directement, soit avec le concours de la Fédération Française du Bâtiment ;
- de participer aux travaux des organismes interprofessionnels ou administratifs s'intéressant à l'expansion économique et à la promotion sociale dans le cadre de la région, et de représenter le profession du Bâtiment au sein de ces organismes et auprès des pouvoirs publics ;
- de rechercher et poursuivre l'application de toutes mesures susceptibles d'améliorer le recrutement, la formation professionnelle et la condition du personnel des entreprises ;
- de participer à la création ou à l'activité de tous services ou organismes ayant pour objet le développement du progrès technique et l'amélioration des conditions de travail des entreprises ou l'accomplissement d'obligations légales pour le compte des entreprises adhérant aux organismes syndicaux constituant ladite Fédération ;
- d'arbitrer les différends de caractère professionnel nés entre les membres des organismes visés à l'article premier qui lui seraient soumis par lesdits organismes.

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 1 732 861 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 135 564 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|--------------|
| • Constructions | 20 ans, |
| • Agencements et aménagements | 10 à 20 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 3 à 5 ans, |
| • Mobilier | 8 ans, |

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

La FRB a créé un centre de ressources collaboratif numérique, autour et avec les outils du BIM (Building Information Modeling) en vue de préparer les acteurs de la filière à cette évolution majeure. Pour ce projet, la FRB a le soutien de la Région Bretagne et de l'Etat (Plan Transition Numérique dans le Bâtiment) pour les investissements réalisés.

La subvention est amortie au rythme des amortissements sur les immobilisations associées soit :

- 10 ans pour l'aménagement de la salle
- 3 ans pour le matériel informatique et vidéo.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	359		
TOTAL	359		
Terrains	20 000		
Constructions :	618 149		
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	242 366		
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	168 585		1 796
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	1 049 100		1 796
Participations évaluées par mise en équivalence			
- Participations			
Autres :			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GENERAL	1 049 459		1 796
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur brute des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			359
TOTAL			359
Terrains			20 000
Constructions :			618 149
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencts et aménagt. const.			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencts et aménagt. divers			242 366
- De transport			
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier			170 381
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			1 050 897
Participations évaluées par mise en équivalence			
- Participations			
Autres :			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GENERAL			1 051 255

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice	
Frais d'établissement et développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Autres postes d'immobilisations incorporelles		359			359	
TOTAL		359			359	
Terrains						
Constructions : - Sur sol propre		255 110	28 374		283 484	
- Sur sol d'autrui						
Installations générales, agencements et aménagements des constructions						
Installations techniques, matériel et outillage industriel						
Installations générales, agencements et aménagements divers		133 656	15 864		149 520	
Matériel de transport						
Matériel de bureau et informatique, mobilier		150 344	5 173		155 516	
Emballages récupérables et divers						
TOTAL		539 109	49 411		588 520	
TOTAL GENERAL		539 468	49 411		588 879	
CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires		Dotations			Reprises	Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement et dvp.						
Donations temporaires d'usufruit						
Autres postes d'immo. incorp.						
TOTAL						
Terrains						
Constructions : - Sur sol propre						
- Sur sol d'autrui						
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.						
Inst. tech. mat. et outil. indus.						
Inst. gales, agenc. et aménag. divers						
Matériel de transport						
Mat. de bureau et info. mob.						
Emballages récup. et divers						
TOTAL						
Frais d'acq. de titres de particip.						
TOTAL GENERAL						
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE		
CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices		Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice	
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	3 000	3 000	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	1 066	1 066	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	55 933	55 933	
Charges constatées d'avance	17 157	17 157	
TOTAL	77 156	77 156	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	30 000	30 000		
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	37 657	37 657		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	27 693	27 693		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	48 916	48 916		
Impôts sur les bénéfices	1 387	1 387		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	8 464	8 464		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	154 116	154 116		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaire

Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex. Utilisées	Non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges					
- litiges					
- amendes et pénalités					
Provisions pour risques					
- pertes de change					
- risque d'emploi					
- autres					
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II					
Provisions pour dépréciations					
- incorporelles					
- corporelles					
Immobilisations					
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
- Titres mis en équivalence					
- Titres de participation					
- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
	17 495	14 081	17 495		14 081
Total III	17 495	14 081	17 495		14 081
TOTAL GENERAL (I+II+III)	17 495	14 081	17 495		14 081
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation					
- financières		14 081	17 495		
- exceptionnelles					

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	5	
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés		
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	5	

Commentaire

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 283	27 120
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	44 298	53 962
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
TOTAL	81 581	81 082

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 000	12 000
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	55 933	57 177
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités	2 984	
TOTAL	61 916	69 177

Commentaire

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		

TOTAL

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation		
	- Financières	17 157	10 216
	- Exceptionnelles		

TOTAL

17 157

10 216

Commentaire